



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté-Egalité-Fraternité

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le 24 mai deux mille dix-huit, le Conseil Municipal dûment convoqué le 18 mai deux mille dix-huit, s'est réuni sous la présidence de Mme Aude LAGARDE, Maire.

**PRÉSENTS :**

Mme. Aude LAGARDE, Maire.

Nombre de membres composant le Conseil.	49	M. Anthony MANGIN, M. Farid AMARI, Mme. Bernadette VANDENABELLE, M. Jean-Luc MILLARD, Mme Muriel LAGNEAU, Mme. Georges-Marie YERRO, M. François ZANGRILLI, M. Michel LASTAPIS, Mme. Martine BOUVELOT, Mme. Elisa CARCILLO, M. Domenico BARTUCCIO, Mme Clémentine MAKANGILA, Mme. Martine MOREAU, Mme. Marlène DI MANNO, M. Jacques SCHALLER Adjoints au Maire
Nombre de membres en exercice.....	49	M. Max CAMUS, M. Michel SEBAG, M. Alain ANANDANE, M. Raoul ROSA, Mme. Jacqueline BOUTHORS, Mme Gloria DA SILVA, M. Jean-Jacques BENITAH, Mme. Merzouba COCOZZA, M. Brahim FELLAH, M Jean-
Présents à la séance.	33	Christophe LAGARDE, M. Mohamed KHEMLICHE, Mme Luisa PILMANN, M. Xavier BOURGEOIS, M. Grégory CHAVAROC, M. Hamid CHABANI, M. Tom
Représentés.....	14	ZEMITI, M. Hacène CHIBANE Conseillers Municipaux
Absents .....	02	

**REPRESENTES :**

M. ROMAIN DACHIVILLE	PAR	M. JEAN-LUC MILLARD
M. YACINE MAHMOUDI	PAR	MME. MARTINE BOUVELOT
MME. ARHELLA ELSODY	PAR	M. FRANÇOIS ZANGRILLI
MME. PAULE BEAUJOUR	PAR	M. ANTHONY MANGIN
MME. FERNANDE GODIER	PAR	M. DOMENICO BARTUCCIO
MME. JACQUELINE TORDJMAN	PAR	M. MICHEL LASTAPIS
MME. KATHRYN SOLER	PAR	MME. BERNADETTE VANDENABELLE
M. JEAN-LOUIS ROGER	PAR	MME. MURIEL LAGNEAU
M. JEAN-FRANÇOIS MERLY	PAR	M. JACQUES SCHALLER
MME. SONIA ZERIZER	PAR	MME. AUDE LAGARDE
M. STEPHANE SALINI	PAR	M. JEAN-CHRISTOPHE LAGARDE
MME. NADEGE DEGBOE	PAR	MME. MARLENE DI MANNO
MME. MARINA NIKODIJEVIC	PAR	M. FARID AMARI
MME. NATHALIE LAROCHE	PAR	M. HACENE CHIBANE

**ABSENTS :**

MME. NATHALIE VASSEUR  
M. OLIVIER VALENTIN

**Secrétaire de séance** : M. Tom ZEMITI

## DELIBERATION N° 13 DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Modification de l'article 26 (portes charretières) du règlement de la voirie communale

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la délibération du 10 décembre 2001 portant acceptation du règlement de la voirie communale,

Vu la délibération du 24 janvier 2013 portant modification du règlement de la voirie communale,

Considérant que l'article 26 « portes charretières » de ce règlement prévoit :

« Il ne pourra être autorisé qu'une seule porte charretière par unité foncière. Leur largeur ne pourra excéder 3,50 mètres avec un minimum de 2,50 mètres. La construction du bateau pour cette dimension sera de 3,50 mètres côté portail et 5 mètres côté bordure du trottoir. Une deuxième porte charretière pourra être autorisée sur les propriétés ayant une façade sur deux rues, si chaque façade mesure au moins 10 mètres et si le total des façades est au minimum de 30 mètres ».

Considérant que la Commune envisage de modifier la largeur autorisée des portes charretières afin de faciliter l'accès aux propriétés.

DELIBERE :

Article 1 : Modifie l'article 26 « portes charretières » du règlement de la voirie communale comme suit :

« Il ne pourra être autorisé qu'une seule porte charretière par unité foncière. Leur largeur ne pourra excéder 4 mètres avec un minimum de 2,50 mètres. La construction du bateau pour cette dimension sera de 4 mètres côté portail et 5 mètres côté bordure du trottoir.

Une deuxième porte charretière pourra être autorisée sur les propriétés ayant une façade sur deux rues, si chaque façade mesure au moins 10 mètres et si le total des façades est au minimum de 30 mètres ».

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire de la Commune de Drancy (place de l'Hôtel de Ville 93700 Drancy) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Dit que, conformément aux dispositions des articles R-421-1 à R-421-5 du code de justice administrative, la présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig – niveau 206 rue de Paris – 93558 Montreuil cedex), dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Reçu(e) en Préfecture le 25 MAI 2018  
Affiché(e) le 25 MAI 2018  
Certifié(e) et soumis(e) le 25 MAI 2018



*[Signature]*  
Le Maire  
L'Adjoint



Fait et délibéré en séance  
du 24 mai 2018  
Le Maire,  
Aude LAGARDE

*[Signature]*